



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« L'homme peut aimer son semblable jusqu'à mourir; il ne l'aime pas jusqu'à travailler pour lui. »
Pierre-Joseph Proudhon



Contre les crimes des flics

**Organisons
la résistance !**



Pôle emploi radie tous azimuts PAGE 5



Les amis de trente ans et plus n'en finissent pas de se tirer dans les pattes. Ainsi, dans leur livre *Sarko s'est tué*, les auteurs (Davet et Lhomme, journalistes au Monde) rapportent les propos de Jean-Pierre Jouyet (premier secrétaire à l'Élysée) révélant que François Fillon lui aurait demandé de faire accélérer l'enquête en cours sur l'affaire Bygmalion. Dans un premier temps, Jouyet dément, puis le lendemain reconnaît avoir parlé de l'affaire avec Fillon, qui lui de son côté dément absolument. Vous suivez? Vous vous en foutez? Vous avez raison. En attendant, c'est encore une affaire qui occupe tous les médias qui s'ingénient ainsi à faire oublier d'autres choses autrement plus importantes, comme le chômage et la précarité dans ce pays. De même qu'on voudrait nous faire « digérer » la mort de Rémi Fraisse, les manifestations qui ont suivi et leurs cortèges de violences policières. Le barrage du Testet? Ségolène nous en parlera une autre fois, si on est sages. Et pour ce qui est du social? Manifestation samedi contre l'austérité programmée par le budget gouvernemental. Et pour rigoler un coup, le patronat nous en sort une bonne: lui aussi appelle à manifester de différentes façons au mois de décembre. Pourquoi? Il ne supporte visiblement plus d'avoir à justifier le « bien-fondé » des licenciements. Chaque semaine, le Medef en rajoute une louche pour souligner « la souffrance des patrons français ». On croit rêver. Dire qu'on pensait être les seuls à souffrir! Eh bien non, nos exploités « souffrent ». Qu'ils sont comiques. Finalement, on ira peut-être à leurs manifestations, histoire de leur expliquer par le menu ce qu'est la souffrance au travail. Ça les éclairera peut-être.

Actualité

Rémi Fraisse: un meurtre d'État, par M. Rigouste, page 3

Pôle emploi radie tous azimuts, par Justhom, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Communiqué: un crime d'État, par la FA, page 7

Leur monde n'est pas le nôtre, par E. Vanhecke, page 8

International

Espagne: nous ne sommes pas un délit, par R. Pino, page 9

À bas le terrorisme d'État, par Conquista del Pan, page 10

Soutien aux révoltés d'Amygdaleza, page 11

Ayotzinapa et l'État pourri du Mexique, par G. Lapierre, page 12

Ils sont tous finis! par FAO Slovénie, page 15

Histoire

De la conquête du pouvoir politique, par F. Pelloutier, page 18

À voir, à lire

Travailleuses..., le film, par E. Claude, page 21

Autogestion pédagogique, par J.-M. Raynaud, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, Siné

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Mort de Rémi Fraisse C'est un meurtre d'État, et non une bavure

Mathieu Rigouste, militant, chercheur en sciences sociales, travaille à disloquer les mécanismes de domination. Dans *La Domination policière* (2013), il avance que « la violence policière est rationnellement produite et régulée par l'État ». Selon lui, les zadistes du Testet sont face à une « contre-insurrection policière », qui peut dériver en « guerre de basse intensité ». Il distille une lecture iconoclaste des événements qui ont conduit à la mort de Rémi Fraisse. Entretien.

Propos recueillis par Paul Conge

<http://blogs.mediapart.fr/blog/paul-conge-0>



Paul Conge: À Toulouse, place du Capitole, lors du premier hommage à Rémi Fraisse, on lisait: « La police assassine » sur une banderole. Comment caractérisez-vous la mort de Rémi Fraisse ?

Mathieu Rigouste: Cette banderole disait: « Zied et Bouna (27 oct 2005), Timothée Lake (17 oct 2014), Rémi Fraisse (26 oct 2014), RIP, La police assassine, Ni oubli ni pardon ! ». Parce que, ce 27 octobre, c'était l'anniversaire de la mort de Zied et Bouna à Clichy-sous-Bois en fuyant la police, qui déclencha la grande révolte des quartiers populaires de 2005. Parce qu'une semaine avant le meurtre de Rémi, le 17 octobre, c'est Thimothée Lake qui a été tué par la BAC à Saint-Cyprien (Toulouse), dans une supérette et dans l'indifférence quasi générale.

C'était exactement cinquante-trois ans après le massacre policier du 17 octobre 1961, durant lequel la police parisienne tua plusieurs dizaines d'Algériens en lutte pour la libération de leur peuple. La propagande de l'État et des médias dominants produisent une histoire « nationale » et officielle qui permet de légitimer le fonctionnement de cette violence industrielle.

Dans le cas de Rémi, *La Dépêche du midi* a ouvert le bal des mythomanes en publiant cette histoire de corps retrouvé dans la forêt, laissant planer l'idée que la police n'avait rien à voir là-dedans, voire même qu'elle l'avait recueilli. Mais nous pouvons démontrer collectivement, par la contre-enquête populaire et des contre-médias auto-organisés, que la police assassine régulièrement, que sa violence est systématique, systématique et portée par des struc-



tures politiques, économiques et sociales. La police distribue la férocité des classes dominantes.

Paul Conge: La mort de Rémi constitue-t-elle un événement isolé, ou trahit-elle une logique plus générale de la violence policière ?

Mathieu Rigouste: Il faut replacer le meurtre de Rémi dans une histoire longue où la police apparaît très clairement pour ce qu'elle est: un appareil d'État chargé de maintenir l'ordre économique, politique et social (capitaliste, raciste et patriarcal) par l'usage de la violence.

La police sait reconnaître ses maîtres, et distribue différents degrés et formes de violence selon la classe, la race et le genre des personnes qu'elle contrôle. Elle a ainsi toujours brutalisé, mutilé et tué certaines parties de la « population » de la ville capitaliste (misérables, marginaux, prostituées...). Elle entretient, dans toutes les puissances impérialistes, un rapport particulier avec les quartiers et les classes populaires les plus pauvres, avec les parties du prolétariat les plus ségréguées et les plus exploitées, généralement issues de l'immigration et de la colonisation. Elle est chargée de dominer, bannir et soumettre les couches sociales qui auraient le plus intérêt à se débarrasser de ce système parce qu'elles en bénéficient le moins.

La police tue ainsi entre 10 et 15 habitants des quartiers populaires par an en moyenne. Avec la prison et le système de harcèlement et d'occupation policière de la rue, il s'agit d'une véritable entreprise de « nettoyage social » et d'écrasement de toutes formes d'autonomie populaire.



Parallèlement, depuis le début du xx^e siècle, la gestion policière des « mouvements sociaux » avait tendance à réduire au maximum les risques de tuer les strates supérieures des classes populaires, les aristocraties ouvrières, les classes moyennes et les petites-bourgeoisies précarisées et radicalisées.

Le meurtre policier de « militants » reste jusqu'aujourd'hui exceptionnel face à l'industrie des meurtres policiers des non-blancs pauvres. Mais les figures de Carlos Giuliani, tué par la police à Gênes en 2001, et d'Alexis Grigoropoulos, tué à Athènes en 2008, montrent que l'assassinat policier de « militants » tend à se développer à mesure que la restructuration néolibérale et sécuritaire du capitalisme opère.

Comme tous les crimes policiers dans les quartiers, le meurtre de Rémi n'est pas une « bavure », pas un dysfonctionnement, mais bien le produit de mécaniques instituées, de formations rationnelles, de tactiques et de stratégies légitimées et justifiées du haut de l'appareil d'État jusque dans les gestes des exécutants policiers, c'est un meurtre d'État, prémédité par la mise en œuvre des structures qui l'ont rendu possible, un assassinat.

Paul Conge: Au Testet, CRS et gendarmes sont quasi omniprésents. Comment comprenez-vous le rôle de la police sur le site du barrage de Sivens ?

Mathieu Rigouste: La police applique des tactiques et des stratégies établies à l'intersection des pouvoirs politiques, économiques et sociaux. Tant que les industriels et les gouvernants qui investissent dans ce projet de barrage considèrent que « ça vaut le coût » de continuer, malgré la diversification et la montée en puissance des résistances collectives, la police augmente l'intensité répressive. Face aux ZAD et à leurs formes de reterritorialisations des luttes urbaines et rurales, les polices occidentales expérimentent aussi de nouveaux dispositifs de contre-insurrection hybrides et modulables, c'est-à-dire où la dimension militaro-policière du quadrillage, de l'enfermement et de la provocation est centrée sur un théâtre d'opération rural et forestier, mais est aussi capable de passer rapidement voire simultanément en mode « Azur » (action en zone urbaine). Capable de passer instantanément du « maintien de l'ordre » au « contrôle des foules », de la répression policière à la guerre de basse intensité.

C'est l'occasion d'expérimenter ces dispositifs, mais aussi de les mettre « en valeur » médiatiquement, c'est-à-dire de faire d'une expérience de répression la vitrine d'une « excellence » du « savoir-faire français » en direction du marché international de la sécurité et du maintien de l'ordre. L'hybridité des doctrines, des matériels et des personnels

constitue une valeur ajoutée très forte sur le marché de la défense et de la sécurité. La contre-insurrection repose aussi sur des méthodes d'action psychologique, parmi lesquelles des protocoles visant à diviser les résistances en désignant des « ennemis intérieurs » dont il faudrait se méfier voire purger. En l'occurrence, la figure des « casseurs » et des « violents » (« le braqueur furieux » dans le cas de Timothée Lake) permet de diaboliser les actions directes non conventionnelles, de masquer la violence structurelle du pouvoir et de promouvoir face à cela des mobilisations inoffensives et facilement gérables.

Les doctrines de contre-insurrection appellent ce mécanisme « schismo-génèse » : développer un schisme, une séparation dans la « population » résistante. Cette forme d'« action psychologique » rénovée repose sur l'existence de caisses de résonance pour cette propagande dans les médias dominants et parmi les appareils politiques et syndicaux supplétifs. Au Testet comme dans les quartiers populaires, la police est chargée de soumettre tout ce qui résiste à l'expansion du système impérialiste. Elle doit balayer tout ce qui gêne le mouvement de conquêtes ainsi que les programmes de déplacements et de dépossession des territoires et de leurs habitants, que le capitalisme met en œuvre pour se restructurer.

M.R.

Pôle emploi

Quand redynamiser

devient synonyme de radiation

ACTUELLEMENT, Pôle emploi peaufine son dispositif de contrôle des chômeurs à la recherche d'un emploi. Des expériences sont en cours, comme en Poitou-Charentes où, à la Rochelle, sur 3 907 demandeurs d'emplois contrôlés dans les agences tests, 625 ont reçu un avertissement avant radiation. Au final, 523 ont été effectivement radiés, pour insuffisance de recherche d'emploi. Ce même type d'expérience est en cours en Haute-Normandie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Franche-Comté. Gageons que, si cela s'avère concluant et permet ainsi d'inverser la courbe du chômage chère à Hollande, le procédé sera étendu à l'ensemble du pays. Le chantre du changement pourra crier victoire.

Comment, aujourd'hui, prétendre redynamiser les chômeurs quand, pendant des années, les différents pouvoirs politiques les ont avilis, traité de fainéants, de tricheurs voire de voleurs, quand le patronat ferme les entreprises, licencie et délocalise, faisant ainsi gonfler les chiffres du chômage (6 millions). Tous ces éléments hypothèquent toutes les chances des demandeurs d'emploi de retrouver un boulot. Concrètement, l'offensive menée conjointement par les pouvoirs politiques et le patronat, avec la bénédiction des partenaires dits sociaux, vise à faire pression sur les demandeurs d'emploi afin qu'ils soient amenés à accepter sans discuter les conditions de salaires et de travail qui leur sont imposées. D'où le harcèlement permanent et une accentuation des contrôles. À cet effet, les demandeurs d'emploi sont pieds et poings liés aux agents de Pôle emploi, qui peuvent, selon leur bon vouloir, leur humeur du moment, leur zèle et leur volonté ou non de servir l'État et le patronat, faire tourner en bourrique le demandeur d'emploi. Jugez plutôt, car les motifs d'exclusion sont légion :

- Non-présentation à une convocation.
- Absences de recherche effectives et régulières; incapacité de justifier les recherches;
- Non-renouvellement mensuel.
- Refus à deux reprises d'une « offre raisonnable » (sic).
- Refus d'élaborer ou d'actualiser un PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi).
- Refus de suivre une formation ou une aide à la recherche d'emploi.
- Refus de répondre aux convocations de Pôle emploi.



- Refus de se soumettre à une visite médicale d'aptitude.

- Refus d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

- Refus d'une action d'insertion ou d'un contrat aidé.

Et gageons que certains de ces serviteurs sauront faire phophorer leurs méninges pour en inventer d'autres !

Il est difficile d'entrer dans les rangs, tant les possibilités de radiation sont nombreuses. Il s'agit de radier provisoirement ceux qui ne mettent pas beaucoup d'entrain à chercher un nouvel emploi et, s'il y a récurrence, de les radier définitivement. Ils ne veulent pas accepter les conditions fixées ? Eh bien, ils ne seront plus comptabilisés comme chômeurs. C'est une façon efficace d'inverser la courbe ; pour ceux qui accepteront des salaires revus à la baisse, des conditions de travail d'une flexibilité à toute épreuve, ce sera, au bout du compte, la précarité. Ils deviendront très rapidement des travailleurs pauvres. En somme, c'est la précarité ou le chomdu. Alors, la courbe du chômage s'inversera peut-être,

mais ce sera au prix d'une précarisation tous azimuts du monde du travail. Autrement dit, ça ne changera pas grand-chose pour les premiers concernés, qui continueront à subir les logiques dévastatrices du capital.

Dans cette histoire, le gouvernement a le mérite de rester cohérent... Car il a toujours été plus simple pour lui de faire pression sur les plus fragiles, les plus précaires que sur ceux qui, pourtant, sont à l'origine même de la misère sociale et des inégalités. Ceux-là mêmes qui, il y a quelques mois, ont promis de créer plus d'un million d'emplois en échange de cadeaux fiscaux juteux qu'ils ont obtenus derechef... Ceux-là, Valls et Hollande les laissent tranquilles... Mieux, ils veillent vaillamment sur leurs intérêts.

Je terminerai cet article par une citation d'Albert Einstein : « Le monde est dangereux à vivre non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. » Il est plus que temps de réagir !

Justhom

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Barrage de Sivens

Bernard Cazeneuve ne démissionnera pas. Pour quelle raison le ferait-il, puisque comme il l'a dit et répété, la mort de Rémi Fraisse n'est pas due à une bavure. Peut-être à l'usage d'armes non appropriées de la part des gendarmes? Ou peut-être que la présence de Rémi Fraisse constituait un danger pour la société? Notre ministre de l'Intérieur défend sans vergogne «l'action des policiers et des gendarmes... qui exercent des fonctions humbles, qui ont l'esprit du service public»; face aux critiques, il en appelle à «la décence et à la tempérance». Tempérance? Ce n'est sûrement pas le mot le plus usité chez nos cow-boys en uniforme. De la violence on en a vu, oui. Mais d'abord celle de la police. Les chiens de garde du capitalisme dont la présence démesurée est une véritable provocation, ont procédé à des interventions disproportionnées. Ce fut encore une fois un festival de lacrymos, flash-balls et grenades (défensives, selon Cazeneuve, mais on n'est pas allé vérifier...) Bref, pas plus de tempérance que de beurre en broche. Des blessés, un mort, et tout ça pour que Ségolène Royal conclue: «Manifestement il y a eu une erreur d'appréciation. Aujourd'hui, une décision de construction d'un ouvrage tel que celui-ci ne serait plus possible.» Toujours une langue de bois pour se rattraper aux branches.

Mea culpa

Au nom de son parti (Parti populaire), Mariano Rajoy a demandé pardon aux Espagnols pour «avoir nommé des gens à des postes dont ils n'étaient pas dignes». Lui, se croit sans doute digne de continuer à diriger le pays, et de poursuivre sa politique anti sociale qui accentue la précarité et force à l'émigration une jeunesse qui ne voit pas son avenir s'éclaircir. Il demande pardon? Il faut dire que les affaires de corruption s'accumulent à tous les échelons de la hiérarchie du Parti populaire: évasions fiscales, pots de vin, croisières et safaris payés avec l'argent public, blanchiment d'argent sale, parties fines avec prostituées de luxe... «L'Espagne va mieux» affirmait il y a peu Mariano Rajoy. L'Espagne peut-être, mais pas son peuple.

Météo syndicale



ACH GROSS MALHEUR Lepaon pour la CGT! Le camarade líder máximo s'est exprimé devant le CCN (le «parlement» de la CGT), et ça n'a pas été très convaincant... Les camarades de la base, comme ceux qui «gravitent» dans la sphère confédérale de Montreuil, sont sur l'attente. Dénoncer le complot contre la CGT ne persuade pas les foules cégétistes du crime de lèse-majesté. La main tendue à la CFDT a réussi, l'espace d'un temps, à unir toutes les oppositions à ce qu'il est désormais accordé d'appeler la «ligne Lepaon». Pas d'alignement sur la politique gouvernementale, mais – peut-être pire! – le rapprochement avec les irresponsables syndicaux qui font ami-ami avec patronat et pouvoirs publics unis dans l'union sacrée de ce triste XXI^e siècle. Bref, les structures syndicales évoluent plus dans les sphères hexagonales diverses que dans le «giron» de Montreuil dont on cause avec détachement!

Côté CFDT, il y a aussi de l'eau dans le gaz! Certes, on croyait que l'ex-centrale du square Montholon n'avait plus de problèmes, celle-ci ayant déclaré *urbi et orbi* qu'elle n'avait plus besoin de militantes et de militants, mais seulement de gens qui cotisaient. Mais des anciens «alignés» à l'occasion des 50 ans du syndicat dénoncent les conditions de l'élection en 1995 de celle qu'on a nommée la «tsarine» de la CFDT. C'est de l'histoire ancienne. De celles qui ont

laissé des kystes et qui ressurent parfois. Parce qu'un nœud n'a pas été défait ou que l'amertume pèse encore chez certains. Alors que la CFDT fête en ce moment le cinquantième anniversaire de sa création en novembre 1964, après la rupture avec la CFTC, un opuscule revient sur un épisode compliqué de l'organisation syndicale: «La CFDT cinquante ans après», des Cahiers de l'histoire en débat, lieu de réflexion créé par d'anciens et parfois éminents acteurs de l'organisation comme Albert Détraz, Joël Le Coq... Bon, on verra en jugeant sur pièce, mais tout ça nous rappelle des souvenirs syndicaux amers, pas d'exclusions, mais des scissions syndicalistes, oui! Certes, chacun a sa lecture de l'histoire sociale...

Sinon, pour en revenir au temps présent, ça n'est pas terrible. Si pour celles et ceux qui ont connu les diatribes passées, le souvenir des vieilles polémiques est plaisant, la génération actuelle n'a que faire de ces choses du passé où le chômage n'était presque qu'une image. Discourir sur la perte d'influence de l'anarcho-syndicalisme dans les années 1920 ne vaut pas mieux que raconter les années 1970 à la CFDT! Aujourd'hui, il faut voir le maçon au pied du mur et construire l'avenir pièce à pièce.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Crise du logement pour la CGT

C'est sans doute la crise du logement qui avait jusque-là « contraint » le leader de la CGT Thierry Lepaon, à vivre à l'hôtel depuis qu'il s'était installé en région parisienne. Le logement de fonction mis à sa disposition répond aux critères de « proximité de la Confédération, discrétion, calme et sécurité », des critères qui nous satisferaient tous finalement. D'accord, tous, nous n'avons pas les moyens d'engager plus de 100 000 euros de travaux d'aménagements. La CGT, si. Pour Lepaon le problème n'est pas de savoir si cette dépense est justifiée, mais de savoir comment un « tel document a été subtilisé de l'intérieur de la CGT ». Quant au montant des travaux il précise : « S'il y a des failles majeures dans le fonctionnement interne de prises de décisions... c'est donc une faute collective qui ne peut à aucun moment masquer les responsabilités individuelles. » Et de balancer : « une seule personne peut prendre la décision d'une telle dépense sans être tenue d'en référer à priori à nos instances : le trésorier. » Ouf ! Le parapluie est ouvert et Lepaon est à l'abri.

Vous avez dit transparence ?

Gilles Carrez (UMP) président de la commission des finances à l'Assemblée nationale a donc « oublié » de payer l'ISF. Ce n'était pas pour frauder, nous dit-il, mais pour cause de mauvaise interprétation dans la rédaction de sa déclaration fiscale. Passons. Son collègue de parti, Christian Jacob s'insurge. Contre cette excuse bidon ? Contre la complexité des formulaires des impôts ? Que nenni ; s'il est furax c'est contre l'enfant de Marie qui a violé le secret fiscal et a dévoilé le pot aux roses. Et la transparence ? C'est sans doute réservé aux autres.

Contrôle pour tous ?

C'est L'Huma qui nous l'apprend : « Le comité de direction de Pôle emploi des pays de la Loire s'est réuni en séminaire. » Jusque là ça va. Où ça ? « Dans un luxueux Relais et Châteaux quatre étoiles situé face à la mer. » Sans doute n'y avait-il plus de place ailleurs ? « Au menu, des plats mitonnés par un chef deux étoiles au Michelin, en plus des dégustations œnologiques en dehors des repas. » Avec modération on suppose. Le tout payé évidemment avec de l'argent public. Mais le problème du chômage n'est pas là. Un ministre l'a dit, le problème du chômage à l'heure actuelle, c'est : « comment mieux contrôler les demandeurs d'emploi ? » Pour les inviter dans un quatre étoiles ?

La mort de Rémi Fraisse est un crime d'État



LE 25 OCTOBRE, Rémi Fraisse mourait lors d'une manifestation d'opposition à un projet de barrage à Sivens, dans le Tarn. Il a succombé à l'explosion d'une grenade offensive lancée par la gendarmerie.

La Fédération anarchiste dénonce ici un assassinat. Les forces répressives de l'État et du capital portent la responsabilité de la mort du jeune homme.

Dans ce sens, nous dénonçons les interventions politiques honteuses concernant cet événement. Le retournement effectué nie à Rémi Fraisse le statut de victime d'un crime policier en le posant coupable d'avoir participé à une manifestation jugée violente.

De plus, nous exprimons notre inquiétude vis-à-vis de cette situation inédite où le ministre de l'Intérieur assume cet assassinat,

soutenu en cela par nombre de parlementaires. La prochaine victime des forces de l'ordre lors d'une manifestation, une grève, une expulsion, un contrôle d'identité, etc., sera-t-elle considérée comme responsable de sa propre mort pour sa potentielle participation à un acte illégal ?

À propos des mobilisations légitimes qui ont suivi l'événement, nous condamnons les provocations et intimidations étatiques, via le déploiement policier digne d'un État totalitaire, et la campagne mensongère menée dans les médias.

Contre l'impunité de la police.

Contre les projets inutiles.

Nous n'abandonnerons pas le combat.

Fédération anarchiste

Leur monde n'est pas le nôtre, notre monde n'est pas le leur



« Nous disons que l'État est partie prenante des antagonismes de classe, que l'État représente une classe. La bourgeoisie cherche à préserver une partie des étudiants, futurs cadres de la société. Nous allons nous expliquer directement dans la rue, nous allons pratiquer une politique de démocratie directe. »

Daniel Cohn-Bendit (quand il était bon)

ON HÉSITE ENTRE désœuvrement et curiosité malsaine. Mais la dernière et génialissime trouvaille de la chaîne de télé D8 (filiale de Canal+) m'a laissé pantois. Loin de se satisfaire du décervelage quotidien auquel ce média tente, vaille que vaille, de nous habituer c'est dans quelques semaines une nouvelle facette de la télé-réalité que l'on pourra regarder.

Qu'on en juge : le concept est d'une simplicité biblique. Il s'agit de grimer, maquiller, perruquer des hommes et des femmes politiques connus. Du gros calibre, peinture Michèle Alliot-Marie, Julien Dray, ou Thierry Mariani. On voit le genre... Ces sinistres imbéciles, qui n'ont sans doute que ça à faire, vont alors se fondre dans l'anonymat d'un monde totalement étranger à leurs yeux, celui de la vie quotidienne, du ticket de métro et du kilo de bananes.

C'est assez dire à quel point la déconnexion entre ceux qui décident et les citoyens est totalement consommée. C'est une tentative de rapprocher les élus de la vie quotidienne, essaye de justifier la chaîne.

La tentation est grande de regarder autre chose ou de ne rien regarder du tout mais reste que cette pantomime demeure caractéristique de l'humeur du temps et surtout du mépris de cette caste politique pour tout ce qui n'est pas elle-même.

Mais grands sont les dangers rencontrés de plus en plus souvent, la déclamation péremptoire « Tous pourris ! », la menace de ne plus aller voter et de réfugier frileusement dans ce qu'on n'a jamais essayé : suivez mon regard.

Mais ces singeries y incitent pourtant vertigineusement. Car enfin, Alliot-Marie en fliquette pour voir comment ça fait, Dray en professeur de lycée ou Mariani en brancardier

et pourquoi pas Jean-Marie Bigard en artiste comique, Florent Pagny en chanteur ou Marine Le Pen en étron pour marcher dedans du pied gauche ?

Donc, complètement méconnaissables, huit élus ont, dans le plus grand secret, accepté d'être plongés le temps d'un tournage dans une réalité qui n'est pas la leur. Bon, le temps d'un tournage seulement. On a failli se les coltiner pour de vrai pendant des lustres et des lustres. Voilà enfin ce qui incite à l'anti-parlementarisme, au rejet de la classe dominante, un ridicule achevé. Se rendent-ils enfin compte qu'ils ne sont pas là à leur place, ni dans celle qu'ils occupent. Intrusion intolérable, voyeurisme, décidément leur monde n'est pas le nôtre et, soyons optimistes, notre monde n'est pas le leur.

Émile Vanhecke

Espagne

Nous ne sommes pas un délit



POUR FAIRE FACE au mécontentement de la population espagnole devant la politique antisociale du gouvernement Rajoy, ce dernier, faute de trouver des solutions au chômage et à la précarité grandissante, préfère s'attaquer à ceux et celles qui contestent dans la rue. Nous avons déjà évoqué il y a presque un an dans les colonnes du *Monde libertaire*¹ le projet de loi dite de «sécurité citoyenne», rebaptisé par toute l'opposition «loi mordaza» (loi bâillon). Une première mouture avait été abandonnée; une seconde, à peine retoquée, a été acceptée le 11 juin dernier. Il s'agit ni plus ni moins que de tenter de museler les participants de toute manifestation.

Précision : en trois ans de législature de droite, l'Espagne a connu près de 29 000 manifestations (joli score); en tout cas, de quoi énerver le señor Rajoy qui compte bien faire voter aux Cortes ce projet de loi début 2015. On pourra toujours manifester, oui mais... plus devant les édifices du pouvoir (Cortes, Sénat, assemblées législatives, etc.) à moins de le déclarer auparavant (c'est évidemment toujours refusé), non plus quand la manif a été convoquée sur les réseaux (donc sans autorisation). Plus ques-

tion non plus de prendre et diffuser sur le net des photos et vidéos où apparaissent des agents «anti-émeutes», interdiction de proférer des injures à l'adresse de ces derniers ou de la patrie, pas d'offense non plus aux emblèmes de la nation (drapeaux, monuments, etc.). Tous les contrevenants à ces interdictions qui seront arrêtés seront

Il s'agit d'un mouvement transnational mis en place par les émigrants espagnols luttant hors d'Espagne contre les causes qui ont provoqué la crise sociale.

passibles d'amendes allant de 1 000 à... 600 000 euros. De quoi calmer les ardeurs des plus radicaux, du moins c'est ce qu'espère le gouvernement Rajoy.

Malgré tout, la contestation continue et déborde même de la péninsule Ibérique. La dernière vague de l'émigration espagnole, constituée en majorité par les jeunes sans perspective d'avenir professionnel dans leur pays, se regroupe dans le mouvement Marea

granate (Marée grenat), couleur de leur passeport. Il s'agit d'un mouvement transnational mis en place par les émigrants espagnols luttant hors d'Espagne contre les causes qui ont provoqué la crise économique et sociale, qui les a conduits à une émigration forcée; mouvement pratiquant l'auto-organisation et l'horizontalité. Déjà présents dans d'autres pays d'Europe ainsi que dans plusieurs villes de France, certains s'étaient rassemblés samedi 1^{er} novembre à Paris place du Trocadéro, symboliquement bâillonnés; leur banderole annonçait: «Nous ne sommes pas un délit», affirmant ainsi leur opposition au projet de loi et leur solidarité avec celles et ceux qui manifestent dans les rues espagnoles. Il y avait déjà la Marée blanche (manifestations contre les coupes budgétaires dans la santé), la Marée verte (*idem* dans l'éducation) et maintenant la Marée grenat. Le pouvoir espagnol n'a pas fini d'en voir de toutes les couleurs.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. *Le Monde libertaire* n° 1724 (du 5 au 11 décembre 2013).

Amérique du Sud – Chili

À bas le terrorisme d'État !

Lundi 8 septembre, une forte explosion dans une station de métro de Santiago (Chili) a fait au moins quatorze blessés. L'explosion s'est produite dans une zone commerciale de la station Escuela Militar (École militaire), sur la ligne la plus fréquentée de la capitale chilienne, à l'heure du déjeuner, vers 14 heures.

Depuis le début de l'année, une vingtaine d'explosions de faible intensité ont eu lieu dans la capitale. Elles se sont produites dans le métro, des églises ou des banques, ne causant jusqu'à présent que des blessures légères et des dégâts matériels.

Cette nouvelle explosion se produit alors que la loi antiterroriste, héritée de la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990) et toujours en vigueur, est sur la sellette. Cette législation de 1984 restreint les droits de la défense des accusés. Cette loi antiterroriste est particulièrement appliquée contre les Mapuche, qui manifestent régulièrement – certains violemment – en Araucane, dans le sud du pays, pour revendiquer la restitution de leurs terres ancestrales, aujourd'hui entre les mains de grands propriétaires terriens et de multinationales.

La Conquista del Pan

Octobre 2014

AU CHILI, vingt-quatre ans après la fin de la dictature, les meurtres par des agents de l'État et la criminalisation de la protestation sociale continuent. Certaines personnes pensent que la démocratie signifie que ces faits ne devraient pas exister, mais tout État, démocratique ou dictatorial, est né et se maintient par le crime et la violence contre les populations.

Nous, les anarchistes, qui depuis plus de cent ans avons dit cela et proposons de construire un monde libéré de la violence et des États, nous sommes poursuivis avec des balles, la prison et les mensonges.

Ces jours-ci, il n'y a pas de différence dans les stades de persécution : détentions illégales, harcèlement constant des endroits fréquentés par les anarchistes, criminalisation de l'anarchisme par la presse et les supports de la police.

Les voleurs et brigands de la presse, la police et le gouvernement sont champions dans l'infamie, leur bassesse est telle que, pour cacher leurs erreurs, ils font des idées et pratiques anarchistes une fiction en les comparant avec le pire enfer qu'ils inventent eux-mêmes. Quand les gens – le peuple – commencent à se rendre compte que leur vie n'est pas une vie, qu'ils ont été trompés toute leur vie, ils sortent dans la rue et s'activent dans une rébellion généralisée. Nous avons vu cela ces derniers jours avec la fraude dans le métro. Le mécontentement était généralisé et curieusement des bombes ont commencé à exploser dans le métro. Aucune de ces actions ne va à l'encontre du métro, dans le sens d'une extension du mécontentement et de la fraude. Ces actions, plutôt que de généraliser le désir de rébellion qui était vivant chez les gens – le peu-

ple –, l'a tué, anéanti et a transformé ce désir en désir de rétablissement de l'ordre exploiteur, en même temps qu'il accentuait la répression de la contestation sociale, le tout avec l'approbation des gens – du peuple – parce qu'il s'agissait d'actions, comme la bombe dans le métro Escuela Militar, qui attaquaient directement les travailleurs, les gens – le peuple.

Aucun anarchiste n'attaque les travailleurs et encore moins ne contribue à renforcer la répression, aucun anarchiste n'annihile le désir de rébellion des gens.

Le mécontentement dans le peuple du Chili est vif et les voleurs et les brigands de la presse, la police et le gouvernement le savent. Ils le savent parce que les conditions dans lesquelles ils maintiennent le peuple, par rapport à leurs conditions de riches satisfaits, sont de plus en plus contestées.

Curieusement, quelques semaines avant l'explosion dans le métro, une bombe a explosé dans un chariot et n'a jamais été revendiquée. Il est étrange que lorsque le mécontentement s'installe et que la protestation commence à se généraliser, quelques jours avant un appel à la désobéissance civile, une bombe explose dans le métro, et cette fois en blessant les travailleurs. Quelle surprise pour tous ceux qui voyagent en métro avec la police dans toutes les gares, sur les plates-formes et dans les wagons.

Ce fut un avertissement que toute action de protestation dans le métro serait supprimée immédiatement par l'atmosphère de terreur que les voleurs et brigands de la presse, la police et le gouvernement ont créée.

Le grand nombre de policiers qui a envahi le métro est-il là pour mettre un

terme au « terrorisme » ou à la protestation et aux troubles sociaux ? Ou pour les voleurs et brigands de la presse, la police et le gouvernement ? Est-ce que le terrorisme et la protestation sociale sont la même chose ? Y a-t-il vraiment du terrorisme au Chili ?

Le plus surprenant, c'est que le jour où une déclaration a été publiée revendiquant ces deux explosions, il y avait les Fiestas Patrias (fêtes d'indépendance), qui ont eu lieu au Chili et qui ont conduit à l'arrestation de trois personnes accusées d'être des terroristes et des anarchistes, comme si le terrorisme et l'anarchisme étaient la même chose, comme si être un anarchiste était un crime. Telle est l'infamie des voleurs et brigands de la presse, de la police et du gouvernement qui utilisent la loi pour combattre l'anarchisme, l'accusant de terrorisme et construisent une condamnation sociale des personnes qui se disent anarchistes ou qui ont de la bienveillance avec les idées.

Nous appelons à la solidarité internationale contre la persécution de la protestation sociale que nous vivons au Chili.

Nous appelons à signaler et diffuser cette situation d'oppression.

Nous appelons à se rassembler partout dans le monde où vous avez la présence de l'État chilien (ambassades, consulats, etc.) avec le slogan : « À bas la terreur d'État au Chili, arrêt des persécutions contre la contestation sociale. »

Le monde entier doit connaître le sale boulot fait par tous les États. Pour la liberté et la fraternité, nous luttons contre eux.

Ni prison ni chaînes n'effraieront les peuples ! Pour un monde nouveau ! **C. Q.**



Athènes

Soutien aux révoltés d'Amygdaleza



CE LUNDI 3 NOVEMBRE commence le procès des immigrés qui sont accusés de la révolte dans le camp de rétention d'Amygdaleza qui a eu lieu en août 2013. Les insurgés se soulevèrent contre la prolongation de la période de détention amenée à une durée indéfinie. Pendant les événements et aussi peu après, soixante-cinq immigrés sont d'abord arrêtés, puis chargés avec des accusations très lourdes. Un an après, certains des arrêtés sont incarcérés dans des prisons diverses, d'autres dans des camps de rétention, quelques-uns sont libres ou expulsés et cinq se sont évadés et n'ont pas été repris par les flics...

Plus précisément, la situation dans les camps par un immigré qui l'a vécue : « Les centres consistent en la manière dont l'État grec et la police se servent pour torturer les immigrés. Il y a plusieurs immigrés dedans qui, n'ayant pas la moindre idée sur la date de leur libération, arrivent à la déraison. Là-bas ils ne nous offrent rien du tout. Seule chose qu'on peut faire dedans c'est dormir tout le temps. L'été, la chaleur est insupportable. La nourriture est de mauvaise qualité et en même temps insuffisante. Pas de vêtements, de médicaments non plus et si l'un de nous tombe malade, les flics eux-mêmes sont les seuls responsables pour appeler le médecin et qu'est-ce qu'ils font ? Le plus souvent, soit les flics appellent le médecin avec un retard considérable, soit ils restent complètement indifférents. Nous ne pouvons pas contacter nos familles car l'usage de téléphone est interdit, les heures de visite sont très courtes et leur durée limitée change à la guise des flics. Les transferts des détenus dans d'autres camps sont une forme de punition habituelle rendant la communication avec nos aimés plus difficile encore. Les flics, eux, ils entrent dans les cellules quand ils le veulent et frappent les gens. Ils nous traitent comme des objets et pas en tant qu'êtres humains. Nous demandons le changement immédiat de cette situation. »

Et au-dehors, la situation à laquelle doit faire face un immigré ne diffère guère et a la forme d'une prison infinie : « Laissant nos pays derrière nous,

on pensait qu'on allait continuer à vivre au moins libre. Cette liberté nous a été confisquée dès le moment où on est entré en Grèce, même si entrer en Grèce veut dire risquer de mourir dans la mer comme dans le cas des noyés de Farmakonisi et de Mytilini. Une fois en Grèce, on se retrouve dans une prison à ciel ouvert. On nous empêche de travailler par le biais de lois aussi racistes qu'obsoletes. Les flics, les fascistes, les racistes nous persécutent dans les rues. C'est pas seulement à l'Asoee [Université d'économie d'Athènes], c'est aussi Monastiraki, Thissio, Omonia [trois quartiers d'Athènes], ça se passe dans tous nos quartiers. Chaque jour nous vivons sous la menace d'être emprisonnés dans un commissariat ou dans les camps de rétention. On nous stigmatise par le biais de campagnes racistes de désinformation. Selon les médias, nous sommes des voleurs, des tueurs, des porteurs des maladies. »

La révolte d'Amygdaleza est un acte de résistance exceptionnel contre la guerre menée par l'État grec et la partie raciste de la société grecque contre les immigrés. Une guerre avec des assassinats aux frontières, des déportations, des emprisonnements dans les camps de rétention ou les commissariats, avec des refus de demandes d'asile, avec une exploitation au travail, des lois racistes, des contrôles de papiers incessants, un voyage aux limites de la détresse et du désespoir. Pour nous, la seule solution est de trouver des manières de coexister et d'agir collectivement. Locaux et immigrés, sans hiérarchies, sans discriminations de race, sexe ou couleur de peau, unis contre toute forme de barbarie fasciste et policière nous luttons pour créer le monde que nous souhaitons. Nos armes dans cette lutte seront l'égalité et la solidarité. Solidarité avec tous les immigrés incarcérés ! Des centres de rétention ? Jamais et nulle part !

Assemblée immigrés et solidaires

Ayotzinapa

Y aurait-il quelque chose de pourri dans l'État du **Mexique** ?



Manifestation de soutien des zapatistes aux étudiants d'Ayotzinapa.

Georges Lapierre

LE PRÉSENT a un côté inédit qui nous surprend toujours. Nous avons bien des références tirées d'un passé plus ou moins proche sur lesquelles nous avons tendance à nous appuyer, elles nous trahissent pour nous donner un point de vue tronqué, faussé, sur le présent. Elles sont comme un voile, une tache dans notre œil qui trouble notre vue si bien que nous n'arrivons que difficilement à saisir notre présent dans sa crudité. Il faut qu'éclate un massacre massif de gens sans défense comme à Acteal en décembre 1997 (45 personnes de l'association Las Abejas) ou à Iguala aujourd'hui (6 personnes tuées par la police municipale et 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa disparus et sans doute exécutés et brûlés) pour que nous prenions conscience, pour un court instant, de la réalité. Nous nous indignons alors. Comment, la réalité ne correspond pas à l'idée que nous nous en faisons ? Voilà qui est scandaleux ! Être tirés ainsi de notre douce somnolence ! Puis nous mettons ces assassinats collectifs sur le compte des paramilitaires, de la mafia, d'un maire corrompu, et, pour tout dire, de l'exception mexicaine.

Nous arrangeons notre conscience comme nous tapotons nos oreillers et c'est tout juste si l'assassinat de Rémi par la Compagnie républicaine de sécurité en France nous secoue et nous rappelle à l'ordre (l'exception mexicaine ? Hum, hum...); mais quelle idée aussi de s'en prendre à l'État de Droit (sans doute le droit de tuer ceux qui s'acharnent à nous réveiller). Combien de temps resterons-nous éveillés ?

Nous sommes en guerre, nous nous trouvons jetés au cœur d'une guerre sociale qui ne dit pas son nom, vite rendormons-nous, nous ne sommes pas concernés. Dans une guerre sociale, il n'y a pas de prisonniers, il y a seulement des disparus, des gens qui sont enlevés, torturés puis exécutés. On se soumet ou l'on disparaît (« je pense donc je disparaîs »). Depuis la déclaration de guerre de Calderón en 2006 jusqu'en février 2013 il y a eu 26 000 personnes disparues au Mexique (selon le ministère de l'intérieur) et 102 696 personnes assassinées (plus 23 643 depuis la prise de fonction de Peña Nieto).

Tout ce qui fait obstacle à l'activité capitaliste est impitoyablement détruit et l'activité

capitaliste se présente au jour le jour, au quotidien, comme l'activité de l'individu-roi animé uniquement par le goût de l'argent et du pouvoir: L'Unique et sa propriété, le monde comme sa propriété. Nous nous trouvons jetés au centre d'une guerre sociale d'un nouveau genre ou plutôt qui arrive à ses extrémités: la guerre de l'individu-roi, de celui qui a l'argent dans la tête (dont le prototype est le marchand capitaliste) contre la société. Nous étions habitués jusqu'à présent à des confrontations idéologiques: la société bourgeoise (dite encore marchande, dite encore capitaliste, dite encore démocratique) contre la société théocratique (fasciste ou communiste, Hitler ou Staline) et nous étions habitués à toutes les combinaisons possibles: communistes et fascistes contre les bourgeois; fascistes et bourgeois contre les communistes; communistes et bourgeois contre les fascistes. La disparition de 43 normaliens n'est pas sans évoquer d'autres disparitions, d'autres enlèvements, d'autres tortures, d'autres massacres, il n'y a pas si longtemps, au Chili, en Argentine, etc., au Mexique aussi; et, à la même époque, la même complicité, la même indignation, une indignation qui a pour fin ultime de cacher une complicité bien réelle. Cette guerre idéologique s'est prolongée jusqu'à nos jours surtout en Amérique latine entre des groupes guérilleros d'obédience marxiste et l'armée. Nous connaissons bien encore, surtout en Europe, face à la déroute sociale annoncée une certaine attirance pour le fascisme. Cette guerre idéologique prend aussi ces derniers temps une forme religieuse: fondamentalisme judéo-chrétien face au fondamentalisme musulman. Pourtant cette référence idéologique est déjà du domaine du passé et ne nous apporte qu'une fausse conscience du présent.

La tuerie d'Iguala révèle la collusion d'intérêts entre les cartels de la drogue, les politiques et les hommes d'affaire et je pourrais ajouter la presse et l'ensemble des *mass medias*. Le capitalisme et, avec lui, l'individualisme avancent au pas de charge au Mexique et il s'agit de constituer au plus vite un monde disons de notables, c'est-à-dire d'individus qui ont l'argent dans la tête, au sein des régions; et ces nouveaux riches, ces nouveaux individus-rois prennent la place des caciques traditionnels désormais hors du coup. Nos notables, nos chers bourgeois, gardaient encore une dimension sociale, illusoire, certes, mais qui leur permettait de se présenter par le biais de la constitution comme les garants de la vie sociale. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, le capitalisme a bien toujours un côté monolithique avec ses grands marchands, ses banquiers spéculant sur les échanges marchands à venir mais il s'est en même temps dissous dans la société ou, plus justement, dans la tête des gens, l'argent a, dans le sens propre du mot, pris la tête de tout un chacun; le roi (ou,



plutôt, le notable) est nu, il n'est plus qu'un individu animé par le capital, par son amour de l'argent et du pouvoir sur la société que lui donne l'argent. Plus rien ne le différencie du capo ou du chef de gang. Il y a encore quelque temps, la bourgeoisie se donnait l'allure d'une classe sociale, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous n'avons plus affaire qu'à un conglomérat d'individus se servant les uns des autres: des accointances d'intérêts dans une chaîne de connivences liant le chef de gang local au maire mafieux, le maire mafieux au gouverneur de l'État et celui-ci au Président de la République. Nos bourgeois et autres banquiers peuvent faire la fine bouche, ils sont emportés par le mouvement et côtoient désormais les gangsters de bas étage, le progrès l'implique. C'est le monde de l'argent, de Slim, l'homme d'affaires de haut vol, à Abarca, le petit maire mafieux d'Iguala: le même monde et ce monde porte le fer partout où il rencontre une résistance. Tous les partisans du progrès, du libéralisme, de la démocratie représentative le savent, explicitement ou implicitement, mais alors là, silence, on se garde bien de parler de guerre sociale et pourtant il s'agit bien d'une guerre sociale dans le sens strict des mots: une guerre menée contre la société, une guerre menée par ceux qui ont l'argent dans

la tête (définition à la fois du capitalisme et de l'individualisme) contre toute forme de vie sociale digne de ce nom qui subsiste encore.

Avant cette bévue d'un petit maire et de policiers trop zélés, tout baignait dans le bon État du Guerrero, le gouverneur Ángel Aguirre Rivero, homme de gauche à la Hollande (il avait sa photo tous les jours dans *La Jornada*) avait réussi à diviser et à affaiblir la police et la justice communautaire, seule institution indigène qui pouvait faire obstacle à la pénétration du capitalisme, que ce soit sous la figure des multinationales minières comme sous celle des cartels de la drogue. Il avait même réussi, grâce à l'intervention de l'armée, à jeter dans une prison fédérale la commandante de la police communautaire d'Olinalá, Nestora Salgado, elle avait osé arrêter le syndic municipal de la ville pour complicité avec une organisation mafieuse. Maintenant Nestora Salgado est dans la prison de haute sécurité de Tepic, dans l'État de Nayarit, sa fille a échappé de justesse à des tueurs chargés de la descendre (ils se sont trompés de cible, ils ont assassiné une jeune femme qui lui ressemblait); toujours menacée, elle a dû s'exiler aux États-Unis, la Commission nationale des droits de l'homme ayant refusé de lui accorder protec-



tion. Et le syndic? Libre, évidemment, libre de poursuivre sa vengeance sans être le moins du monde inquiété.

Le 2 octobre est le jour de l'anniversaire du massacre de Tlatelolco quand, en 1968, les étudiants réunis sur la place des Trois-Cultures ont été pris sous le feu croisé de l'armée qui s'était crue menacée suite à une provocation délibérée de l'État-major présidentiel. Ce fut un massacre. Le 2 octobre est désormais une date symbolique au cours de laquelle les Mexicains, jeunes et moins jeunes, manifestent leur opposition et leur rejet du totalitarisme. Le mot d'ordre, venu des instances les plus hautes et auquel ont été sensibles les gouverneurs des États comme les présidents municipaux, était de réprimer avec la plus extrême vigueur tout débordement. À Oaxaca, par exemple, tous les téléphones portables ont été réduits au silence et les forces de police déployées tout autour du Zócalo étaient impressionnantes. L'État, qui est en train de prendre toute une série de mesures impopulaires, est bien décidé à jouer les gros bras.

Parmi ces mesures impopulaires, l'État a en ligne de mire la suppression des écoles normales rurales, elles ont été créées du temps de Cuauhtémoc Cardenas afin de permettre aux jeunes gens pauvres et indigènes d'accéder à un enseignement à la fois pratique (agronomie par exemple) et théorique (histoire par exemple). Depuis elles sont devenues des foyers de contestation, d'ouverture d'esprit et de critique, qui n'ont pas l'heur de plaire à l'État. Celui-ci a décidé de

s'en débarrasser, il ne leur accorde plus d'aides, ni de subventions. Déjà, l'année dernière, lors d'une manifestation des normaliens contre la «réforme» de l'éducation, manifestation qui eu lieu sur l'autoroute du Sud, près de Chilpancingo la capitale du Guerrero, les forces de l'ordre avaient tiré sciemment sur les jeunes: deux morts. Aucune poursuite n'a été entreprise contre les assassins, photographiés pourtant en plein délit.

Tous ces énoncés permettent de saisir la chaîne des complicités qui lient le maire mafieux d'Iguala aux instances les plus hautes du pays. Ce commerçant en bijoux qui a fait fortune grâce à ses alliances s'est cru autorisé à se venger de la manière la plus brutale (à la façon des narcos) des jeunes qui contestaient son pouvoir absolu; il avait déjà personnellement tué et torturé deux opposants connus, crime resté impuni malgré le témoignage d'un opposant qui avait réussi à s'échapper. Il ne se trompait d'ailleurs pas tellement puisqu'on lui a laissé largement le temps de s'enfuir: trois jours, alors que tous connaissaient ses antécédents et qu'il était urgent de l'arrêter si l'on voulait avoir une chance de retrouver les jeunes encore en vie.

Pour l'instant le gouvernement est occupé à gérer au plus juste la crise, le gouverneur, Angel Aguirre, a dû démissionner, premier fusible. En ce moment, alors que j'écris, j'apprends par la radio que le Président municipal d'Iguala et son épouse viennent d'être arrêtés, deuxième concession faite à la vindicte publique. Leur

cache devait être connue depuis longtemps, on les gardait seulement en réserve, maintenant, il faut les sacrifier; la date de leur arrestation n'est pas due au hasard: la veille d'une grande manifestation de soutien aux familles des disparus au centre de la capitale fédérale.

L'État serait-il pris de cours qu'il est ainsi amené à lâcher du lest, jusqu'à ses alliés les plus proches? C'est possible tant est grande la colère de la population. Cette «digne rage», loin de s'atténuer prend des proportions inquiétantes pour le pouvoir en place. Demain, 5 novembre, une grande manifestation est prévue à Mexico. Les normaliens (16 écoles normales rurales survivent encore) sont bien décidés à aller jusqu'au bout, ils n'ont plus rien à perdre, ils forment un noyau dur, bien organisé autour duquel se condense et s'agglutine peu à peu toute l'exaspération d'une société laminée par une guerre qui ne connaît pas de répit.

Les corps des 43 normaliens ne sont toujours pas retrouvés. Il s'agit de les garder disparus le plus longtemps possible, attendre au moins que la turbulence déclenchée par la nouvelle de leur disparition s'atténue. C'est la politique du pouvoir: attendre que les passions s'apaisent. Les passions ne s'apaisent pas. Au contraire, elles se nourrissent de leur propre feu intérieur, le feu d'une tragédie infinie: «Vivants, ils ont été emmenés (par l'armée, par la police, par les forces de l'ordre), vivants, nous voulons les retrouver!», ce cri que nous écoutons depuis le 2 octobre 1968 résume toute la tragédie de la population mexicaine.

G. L.

Gotovi so !

Ils sont tous finis !



FAO Slovénie

EN NOVEMBRE 2012, la population de Slovénie (un pays d'ex-Yougoslavie bordant l'Italie, l'Autriche, Croatie et la Hongrie, membre de l'UE depuis 2004 et dans l'espace Schengen depuis 2007) se leva dans un mouvement de révolte massive, généralisée et décentralisée qui a montré une intense et, en grande partie auto-organisée, résistance à la crise économique et au copinage.

Les soulèvements ont commencé dans la ville industrielle de Maribor contre le maire corrompu et le conseil municipal, initialement suscités par l'introduction d'un système de radars pour surveiller le trafic routier, qui a conduit à 5 000 condamnations dans les premières 36 heures, avec des amendes d'au moins le tiers du salaire mensuel pour des infractions mineures un peu au-dessus de la limite de vitesse. Les soulèvements sont en réalité nés à cause de plus de vingt ans de politique de transition après l'éclatement de la Yougoslavie, avec l'accumulation de capitaux et les privatisations qui ont vu l'accroissement des inégalités et de l'impuissance. Les manifestants ont rapidement incendié les nouvelles caméras, qui étaient un acte visible et réel de la corruption municipale, en ces temps d'austérité et de privatisation, et ont ensuite pris les rues. Les manifestations locales contre la corruption, qui avaient déjà atteint des dizaines de mil-

liers de personnes début décembre 2012, se sont rapidement propagées à partir de Maribor à d'autres villes et villages à travers le pays. Pendant le soulèvement, les réponses étatiques et municipales aux manifestations ont été très dures, avec l'utilisation de la police anti-émeute et les attaques contre les manifestants avec du gaz lacrymogène lancés par hélicoptère. Les manifestations se sont poursuivies jusqu'à mars 2013.

Après les soulèvements, le maire de Maribor, Franc Kangler, le leader de la droite au gouvernement, Janez Jansa, et le chef de l'opposition, Zoran Jankovic, étaient tous officiellement accusés par une Commission pour la prévention de la corruption.

Une caractéristique forte des soulèvements a été la présence des anarchistes, dont la Fédération pour l'anarchisme organisé (FAO), une section de l'Internationale des Fédérations anarchistes. Des membres de l'Anarchist Federation (Grande-Bretagne) ont participé, en 2013, au Salon du livre anarchiste des Balkans, qui s'est tenu dans la capitale slovène, Ljubljana, et ont été inspirés par les activités du Bloc anticapitaliste, qui avait été formé afin de rassembler les efforts libertaires pendant et après le soulèvement.

Organize! (journal de l'AF) a interrogé un membre de la FAO sur l'évolution de la situation depuis le soulèvement.



Manifestation contre les élites politiques à Ljubljana en février 2013.

Organize!: Quand et comment le soulèvement a-t-il pris fin? Y a-t-il eu des concessions, des changements politiques?

FAO: C'est difficile à dire. Pour sûr, les réelles opportunités ont pris fin après les trois premières semaines. Nous voulons dire le moment où l'impossible devient possible, lorsque les protestations et les émeutes étaient incontrôlables parce qu'elles se déroulaient simultanément dans de nombreuses villes à travers le pays et il y avait des manifestations dans les petites villes et villages qui n'en avaient jamais vu avant. Lorsque les manifestations sont devenues plus centralisées, elles étaient plus prévisibles, moins dangereuses pour le système et donc elles ont commencé à perdre de la force même s'il y avait de plus en plus de gens dans les rues. Pour beaucoup, le mouvement a pris fin début 2013, lorsque le gouvernement de droite est tombé. Le Bloc anticapitaliste, qui comprenait beaucoup d'anarchistes, a pris fin avec le soulèvement en avril 2013, après une manifestation au cours de laquelle un cinéma de banlieue abandonné a été occupé pendant quelques heures. Certaines structures, comme les assemblées de quartier de Maribor, ont survécu jusqu'à aujourd'hui.

Organize!: Est-ce que la répression policière/étatique a continué après la fin? Y a-t-il eu une campagne de soutien?

FAO: La répression frappe le plus durement à la fin, quand il n'y a plus gens dans les rues. Des centaines de personnes ont été arrêtées, certaines sont déjà condamnées en prison, d'autres toujours en attente de procès. Nous essayons de rester en contact avec tout le monde et il existe plusieurs groupes impliqués dans une campagne soutien, exigeant la libération de tous les prisonniers politiques et la fin immédiate de toutes les procédures juridiques à la suite du soulèvement.

Organize!: Pouvez-vous nommer les organisations et des groupes impliqués dans le soulèvement? Quels sont les organisations ou groupes qui existent encore après le soulèvement? Que font-ils maintenant? Est-ce qu'ils ont continué à discuter avec la FAO?

FAO: Le soulèvement était égalitaire, décentralisé et spontané. En ce sens, il n'y avait pas de partis politiques ou de syndicats impliqués, pas même (surtout) les ONG. Les gens se retrouvaient dans les rues et de nouveaux groupes apparaissaient chaque jour. Certains

sont encore actifs, d'autres pas. Nous avons essayé de profiter de l'occasion pour établir des liens avec le plus grand nombre possible, de trouver des moyens de coopérer jusqu'à ce jour. Le Bloc anticapitaliste est l'une de ces structures qui ont survécu et organisent encore des choses. Certains de ceux qui n'étaient pas aussi progressistes ont tourné leur énergie vers l'organisation de partis politiques (comme Syriza en Grèce). C'est regrettable, bien sûr, mais aussi attendu puisque les gens trouvent qu'il est plus facile de placer leur confiance dans la main de (nouvelles) organisations politiques, qui finiront par les décevoir encore une fois, que dans l'auto-organisation.

Organize!: Pensez-vous que l'attitude des gens a changé par rapport à l'anarchisme depuis le soulèvement?

FAO: C'est toujours difficile à dire. Ce que nous savons c'est que lors du soulèvement, les gens étaient prêts à nous parler. Nos tactiques, nos idées, nos stratégies et nos méthodes, slogans, bannières, etc., étaient largement adoptés, ce qui a certainement contribué à la construction d'une culture de résistance. Savoir si nous avons réussi à transférer cette expérience collective dans

les prochaines phases de la lutte ne pourra être vérifié que dans le temps.

Organize !: Quelle est la situation actuelle par rapport aux politiques corrompues ? Y a-t-il une réponse social-démocrate ?

FAO: De nouvelles élections ont porté au pouvoir de nouveaux partis et de nouveaux visages. La gauche officielle les a inventés pour que les choses restent comme elles sont. Même si ces partis n'étaient pas prévus – il ne faut pas tomber dans la théorie du complot ! –, ils sont le résultat logique d'une classe dirigeante qui se bat pour ses privilèges. Ils promettent la règle de la loi, mais bien sûr ces lois sont des lois qui maintiennent les privilégiés, privilégiés et le pauvre, pauvre.

Organize !: Quelle est la situation économique en Slovénie ?

FAO: De plus en plus de chômage, plus de personnes dans des emplois précaires, une mauvaise ambiance, pas d'espoir dans l'avenir, la division entre pauvres et riches est de plus en plus importante... Bien que le soulèvement n'a pas changé la situation, il est important que nous apprenions ce que nous aurions pu faire mieux afin de nous préparer pour l'avenir.

Organize !: Y a-t-il eu d'autres (plus petites) actions de personnes depuis la fin de l'insurrection ?

FAO: Il y a eu plusieurs grèves, manifestations, actions directes, débats, etc. L'atmosphère bouillonne et les gens se battent au niveau de la vie de tous les jours pour la rendre meilleure.

Organize !: Quelles sont les choses les plus positives à l'issue de l'insurrection ? Les choses négatives ?

FAO: C'était la plus grande aventure de nos vies (à ce jour). Néanmoins, nous ne le fétichisons pas. Des événements d'une telle ampleur nous rendent humbles dans le sens où nous savons maintenant, encore mieux, que même de si grands bouleversements ne sont qu'une étape dans une longue lutte contre le capitalisme et toutes les formes de domination. Nous essayons de changer la peur, la dépression et la déception en force, nos erreurs doivent être des leçons pour l'avenir et nous donner le courage d'aller plus loin dans nos victoires. La meilleure chose qui est sortie de ce soulèvement ce sont les nouveaux réseaux, les nouvelles leçons et les expériences, le sentiment que le changement est possible et le goût d'un moment révolutionnaire qui vous donne la force de continuer.

Organize !: Il y aura des discussions sur le soulèvement au Salon du livre des Balkans ?

FAO: Les camarades de la FAO ont uni leurs forces avec le collectif anarchiste américain Crimethinc dans le cadre de leur enquête en cours et de leur tournée «After the crest». Les camarades de la Slovénie et des États-Unis vont donc présenter un exposé au Salon du livre qui traite de la question des cycles de vie des mouvements, visant au partage, entre autres choses, des expériences que nous avons eu lors de notre soulèvement pour que chacun d'entre nous soit mieux préparé pour le prochain.

Propos recueillis par Organize !

Vive l'internationalisme antinationaliste !

PAR-DELÀ LES MURS DES NATIONALISMES ET DES GUERRES
Déclaration des participants du 8^e Salon du livre anarchiste des Balkans

IL EST CLAIR que le nationalisme est un outil utilisé contre les classes exploitées. Dans les Balkans (en particulier dans la région de l'ex-Yougoslavie), la montée des idéologies nationalistes, dans les années 1990, a contribué à permettre la brutale attaque capitaliste contre la société. Elle a en outre atomisé les populations et les réseaux, détruit la coopération et la solidarité.

La nécessité de faire face à l'idéologie nationaliste dans une perspective radicale et anti-autoritaire nous a réunis à Mostar le 5 et le 6 septembre 2014, pour le 8^e Salon du livre anarchiste des Balkans. Nous sommes venus de Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie, Slovénie, Albanie, Roumanie, Grèce et d'autres pays en dehors des Balkans.

La vraie nature du nationalisme n'est nulle part plus évidente qu'à Mostar, une ville divisée en deux, avec les signes de la brutalité de la guerre encore évidentes dans les rues de la ville.

Il est essentiel de se rendre compte que cette division n'a pas été la cause de la guerre, mais la conséquence de la guerre et des idéologies nationalistes créées par la classe dirigeante.

Ce fut clair pour les manifestants à Tuzla qui ont tagué « Mort au nationalisme » ainsi que pour les manifestants à Mostar qui ont brûlé le siège des deux partis nationalistes en février.

Pourtant, dans d'autres régions du monde, de nouveaux nationalismes et des conflits sont créés sur des lignes similaires et avec des conséquences prévisibles.

Beaucoup en Ukraine aujourd'hui pensent qu'ils doivent répondre aux faux choix de la guerre posés par les États et des entreprises (parmi eux il y a même certains anarchistes et les soi-disant « anarchistes »). Nous maintenons que le nationalisme est toujours une idéologie qui reproduit l'État, un système de répression et d'exploitation et qui pousse les exploités et les opprimés les uns contre les autres. Aujourd'hui, nous voyons en Ukraine le même mécanisme qui a été utilisé également dans la guerre en ex-Yougoslavie. Le nationalisme est l'outil de ceux au pouvoir afin de pousser les gens à la guerre pour les intérêts de capital. En tant qu'anarchistes, nous nous opposons à tous les efforts de guerre en ex-Yougoslavie par la solidarité qui continue à ce jour. Loin du pacifisme libéral ou de l'obsession de guérilla nationaliste avec des armées de gauche, notre lutte ne sera jamais du côté de la politique militariste mais est basée sur la destruction de tous les États.

Contre le nationalisme, le militarisme et la guerre !
Contre tous les gouvernements et les États !
Pour la solidarité et l'autonomie !



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

La conquête du pouvoir politique et l'Internationale

Dans ce texte, le syndicaliste anarchiste Fernand Pelloutier évoque la tenue prochaine du Congrès de Londres (1896). Pour en savoir plus, lire: *Marxistes contre libertaires. Une lettre inédite de Fernand Pelloutier à propos du Congrès de Londres (1896)* (disponible sur www.pelloutier.net).

Fernand Pelloutier

Les Temps nouveaux
n° 14, 3-9 août 1895

LA COMMISSION D'ORGANISATION du Congrès international ouvrier qui se tiendra à Londres en 1896 vient de publier un manifeste d'où nous détachons le passage suivant : « Toutes les Chambres syndicales ouvrières seront admises au Congrès, et aussi les partis et les organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique. L'action politique ici signifie que les organisations des travailleurs cherchent, autant que possible, à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. »

Comme nous discutons récemment de ce passage avec quelques camarades des syndicats ouvriers, tous désabusés, d'ailleurs, de l'action parlementaire et partisans de la grève générale, l'un d'eux nous dit :

— Certes, à ne regarder que les résultats produits par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants, par l'institution des caisses de retraite des ouvriers mineurs, par les expériences diverses de la journée de huit heures, il est incontestable que l'action législative est à la fois inutile et dangereuse. Nous comprenons fort bien — et d'expérience, hélas ! — que toute réforme faite en l'état social actuel se traduisant par un accroissement des charges publiques, et des charges incombant toujours, quoi qu'on fasse, à la classe ouvrière, les lois dites sociales, si elles ne sont pas inapplicables, grâce aux mille interprétations qu'elles autorisent, aggraveront notre misère. C'est pourquoi certains d'entre nous, tels les métallurgistes de Puteaux, les ouvrières des moulinages de soie de l'Ardèche, protestent contre la réduction de

la durée du travail ; d'autres, après avoir effectué ici les huit heures réglementaires, cherchent là une occupation nouvelle d'une heure ou deux ; par exemple, les mineurs du Durham, les plieuses de journaux des imprimeries parisiennes ; d'autres, enfin, les mineurs du bassin de la Loire, renoncent en masse au bénéfice des caisses de retraite qu'ont implorées pour eux les socialistes bourgeois. Nous ne concevons même point que de tels résultats n'aient pas ébranlé la confiance (si elle est sincère) que nos théoriciens purent avoir jadis dans la réforme de la législation. Mais — et c'est là que nous en voulions venir — comment se fait-il que l'Internationale, composée, elle, de travailleurs, et instruite de la propriété de répercussion des impôts et des charges, ait méconnu le danger des réformes partielles et recommande à la classe ouvrière l'action législative ?

— L'Internationale ! Êtes-vous bien certain, demandâmes-nous à notre interlocuteur, qu'elle ait fait une pareille recommandation ?

— Certain, non. On ne lit guère aujourd'hui les comptes rendus de ses congrès et nous ne connaissons ses délibérations que par ouï-dire. Mais les écrivains socialistes affirment qu'elle a posé la conquête des pouvoirs publics comme la condition nécessaire de la révolution sociale.

— Eh bien ! les écrivains du socialisme autoritaire commettent là un effronté mensonge. L'Internationale a maintes fois déclaré — ce qui est bien différent — que l'émancipation économique et l'affranchissement politique sont inséparables, et c'est une supercherie grossière que d'avoir tiré de cette déclaration la nécessité

d'employer l'action législative comme moyen de révolution et de l'avoir placée sous le patronage de l'Internationale.

Considérez tout d'abord que jusqu'en 1871 l'Internationale professa ouvertement le mépris des politiciens et s'efforça toujours de les tenir écartés d'elle. Au congrès de Lausanne (1867), Félix Vanza, délégué de Saint-Imier, disait : « Notre section se composait à l'origine de deux cents membres et plus. Mais comme la plupart, d'entre nous s'aperçurent que les personnages principaux, plus qu'indifférents ou peut-être étrangers aux questions qui concernaient uniquement l'organisation du travail, étaient, au contraire, d'une ardeur extrême pour toutes les questions politiques, ils se retirèrent peu à peu, ne voulant pas servir d'instruments et de piédestal à des hommes dont ils ne connaissaient pas les desseins. »

Louis Rubaud, de Neuville-sur-Saône, disait à ce même congrès : « Nous ne devons accepter parmi nous que des travailleurs, c'est-à-dire des ouvriers manuels, ne pouvant compter pour la réussite de notre entreprise sociale que sur l'ensemble des intérêts communs à tous. »

L'année suivante, Eugène Dupont, président du congrès de Bruxelles, s'exprimait en ces termes sur l'indifférence des travailleurs en matière politique : « Si les ouvriers dédaignent la politique, c'est parce qu'ayant fait deux révolutions sans voir leur situation s'améliorer, ils en ont recherché la cause et ils ont vu... qu'il fallait changer le fond même de la société, et que le véritable terrain de la révolution est la question sociale. »

En second lieu, l'Internationale n'admettait, comme terrain de lutte que la question économique et faisait un devoir à tous ses membres de s'affilier, dans la mesure possible, aux syndicats de métiers, appelés alors Sociétés de résistance. Le 22 février 1871, Varlin de Rochat

demandait au Conseil fédéral de la section parisienne « d'obliger en quelque sorte les internationaux à adhérer aux sociétés de résistance ».

« Il est absolument indispensable, disait Rochat, et son avis prévalut, de constituer solidement toutes les sociétés corporatives, car là seulement est notre vraie force pour l'avenir. » Au congrès de Bâle (1869), Schwitzguébel avait dit : « Ce n'est qu'au moment où la masse des travailleurs, groupés au moyen des sociétés de métiers, prendra une part active au mouvement social que ressortira de plus en plus la nécessité d'une liquidation sociale. »

Enfin – et par là s'affirme encore plus nettement l'esprit antipolitique dont elle était animée, – l'Internationale déclara à plusieurs reprises que les réformes partielles – et la conquête des pouvoirs publics n'en peut produire d'autres – sont ou inutiles ou dangereuses. « L'enseignement gratuit est un non-sens, dit le congrès de Lausanne, puisque l'impôt prélevé sur les citoyens en fait les frais. . . »

« Les efforts, dit le même congrès (3^e question de l'ordre du jour), tentés aujourd'hui par les associations ouvrières tendent à constituer un quatrième État ayant au-dessous de lui un cinquième État plus misérable encore. Pour obvier à ce danger, le Congrès pense qu'il est nécessaire que le prolétariat se convainque bien de cette idée : Que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société. »

Le Conseil fédéral du bassin de Liège déclare au congrès de Bâle : « Il est maintenant prouvé que les réformes politiques, quelles qu'elles soient, ne parviendront pas à tirer le peuple de la misérable condition où il végète depuis tant de siècles. » Et plus loin : « Les membres des sections du bassin de Liège savent que les travailleurs n'ont rien à attendre d'une bourgeoisie qui ne peut vivre dans l'abondance et le luxe qu'en maintenant le peuple dans la dépendance la plus absolue et en faisant peser sur lui les charges les plus accablantes. »

Favorable, donc, à la lutte économique, au groupement corporatif et même à la grève générale, dont elle envisageait dès 1869 la possibilité, hostile, au contraire, aux agitations politiques dont elle connaissait la stérilité, comment l'Internationale aurait-elle pu préconiser l'action parlementaire ? Bien plus, elle tenait à rester étrangère même aux problèmes de doctrine, et, consultée, par exemple, sur le programme collectiviste-fédéraliste de l'Alliance de la démocratie socialiste, elle répondit par la plume d'Eccarius : « Il est en dehors des fonctions du Conseil général de faire officiellement l'examen critique du programme de l'Alliance. Nous n'avons pas à rechercher si, oui ou non, c'est une expression adéquate du mouvement prolétarien. Pour nous, il s'agit seulement de savoir s'il ne contient rien de contraire à la tendance générale de notre association, c'est-à-dire l'émancipation complète de la classe ouvrière. » Loin donc par là de se prononcer pour la conquête des pouvoirs publics et la fabrication de lois socialistes (méthode de combat en contradiction avec la doctrine anarchiste), elle reconnaissait que le socialisme est une doctrine générale qui a pour but la mise en commun des moyens de production et des objets de consommation, et que tous ceux qui la professent, partisans ou non d'un État, elle devait également les accueillir.



Fernand Pelloutier

Cependant, dis-je à mon interlocuteur, tout ceci n'est, quant à la question qui nous occupe, qu'une conjecture. Je vais vous faire connaître maintenant l'opinion expresse de l'Internationale. La doctrine de l'inséparabilité de la question politique et de la question sociale a été formulée pour la première fois par les *sozial-demokraten* (Liebknecht et ses amis) au congrès d'Eisenach en 1868. « Au dernier congrès d'Eisenach, dit Liebknecht (Congrès de Bâle), après des tentatives infructueuses de conciliation, la scission s'est affirmée d'une façon beaucoup plus nette : les démocrates socialistes, c'est-à-dire ceux qui ne veulent pas séparer la question politique de la question sociale, les délégués de cent cinquante mille travailleurs, ont complètement rompu avec les socialistes du parti de M. Schweitzer, qui croient que les réformes sociales sont compatibles avec le gouvernement de Bismarck. »

C'est tout ? C'est tout. Mais pesez bien ces paroles, car, avec une résolution votée par le congrès de Lausanne deux ans auparavant, elles sont l'unique document dont puisse se réclamer, par une interprétation judaïque, la doctrine de la conquête du pouvoir politique. Un délégué allemand vient dire : Dans notre pays, il existe deux écoles socialistes. L'une estime qu'à condition d'en obtenir des améliorations

sociales, les travailleurs peuvent s'accommoder de n'importe quel régime politique ; l'autre pense qu'on ne saurait raisonnablement espérer ces améliorations d'aucune des formes actuelles de gouvernement et, a fortiori, du régime monarchique bismarckien.

Où voit-on là l'obligation pour les socialistes de tous les pays, qui se trouvent dans des conditions politiques différentes, d'user des prétendues ressources de la législation ? L'attitude des *sozial-demokraten* ne pouvait souffrir que deux interprétations : ou bien que, les réformes sociales étant incompatibles avec l'existence des gouvernements, il faut commencer par détruire les gouvernements, et en ce sens seulement, nous admettrions peut-être, pour notre part, que la révolution politique doit précéder la révolution sociale ; ou bien que, dans l'impossibilité pour les travailleurs allemands d'obtenir quoi que ce fut du gouvernement de Bismarck, il fallait s'efforcer de lui substituer un régime républicain dont le libéralisme en matière de presse et de réunion, hâterait la diffusion de la propagande révolutionnaire, et, en ce cas, c'était une opinion et une tactique purement locale, qui, bonnes encore aujourd'hui pour l'Allemagne



Iron Rolling Mill, d'Adolph Menzel, 1872-1875.

monarchique, ne le sont plus pour la France républicaine, où les socialistes ont arraché à la bourgeoisie le maximum de liberté que la bourgeoisie pouvait accorder proprio motu. Inutile de dire, n'est-ce pas, que cette dernière interprétation est la plus probable (la déclaration faite au congrès de Bâle émanant d'hommes qui, malgré l'assurance de Frédéric Engels, n'étaient pas anarchistes), et que cette interprétation n'établit nullement que la révolution sociale doit être faite par des moyens politiques, et spécialement par la conquête parlementaire des pouvoirs publics. Voyons maintenant ce que pensait l'Internationale tout entière sur le même sujet.

La septième question soumise au congrès de Lausanne disait : « 1. La privation des libertés politiques n'est-elle pas un obstacle à l'émancipation sociale des travailleurs et l'une des principales causes de perturbation sociale ? 2. Quels sont les moyens de hâter ce rétablissement des libertés politiques ? 3. Ne serait-ce pas la revendication par tous les travailleurs du droit illimité de réunion et de la liberté illimitée de la presse ? »

Le Congrès répondit : « Oui, la privation des libertés politiques est un obstacle à l'émancipation sociale des travailleurs ; Partout où des restrictions sont apportées aux droits... de se réunir, de parler et d'écrire, l'action de l'Association internationale ne peut être que très lente et les résultats bien faibles. En conséquence, la Commission propose au Congrès de faire la déclaration suivante : « Considérant que la privation des libertés politiques est un obstacle à l'instruction sociale du peuple et à l'émancipation du prolétariat, déclare 1) que l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique ; 2) que l'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité. »

Mon interlocuteur, à ces mots, dressa l'oreille.

— Je vois, lui dis-je, que vous avez compris. Le congrès de Lausanne eut lieu en 1867. L'Allemagne était gouvernée par Bismarck, la France par Napoléon III. En Allemagne, en France, en Autriche, on ne connaissait ni droit de parole ni droit d'écriture ; l'Internationale était proscrite et il était interdit de s'y affilier. L'Internationale déclare qu'aussi longtemps que ce régime de compression durera, il lui sera impossible d'instruire les travailleurs (le mot est dit) et, par conséquent, de semer dans leur esprit le germe révolutionnaire. Que les travailleurs réclament donc tous les droits possibles, et ils auront hâte d'autant l'heure de la liquidation sociale. Est-ce là prétendre que les socialistes doivent, bon gré mal gré, se servir du parlementarisme, à peine d'excommunication ?

— Et l'Internationale n'a jamais dit autre chose ?

— Jamais... Je me trompe : elle a maintes fois confirmé cette doctrine, purement circonstancielle et que professaient tous les internationaux, les anarchistes y compris. Dans ses statuts et au verso des cartes délivrées par elle aux sociétés adhérentes, elle disait : « L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen. » Et c'est pourquoi, devant dans la grève générale un moyen plus efficace que le parlementarisme, elle se prononça pour la généralisation des grèves. Même, au fameux congrès de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870), les futurs

marxistes, tout en déclarant absolument nécessaire la participation des travailleurs aux luttes électorales, ajoutèrent : « Il est bien entendu que nous ne croyons point que nous puissions arriver à notre émancipation par la voie de la représentation ouvrière dans les conseils législatifs et exécutifs. Nous savons fort bien que les régimes actuels doivent, nécessairement être supprimés ; nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation. » Enfin, les bakouniens eux-mêmes, par le paragraphe 4 des statuts de l'Alliance, acceptaient toute action politique ayant pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le capital. L'auraient-ils fait si cette acceptation n'avait pas été bornée, dans l'esprit même de l'Internationale, à des circonstances de temps et de lieu et à la volonté absolue des adhérents de tous les pays ?

— Certes, non.

— Ne craignez donc point que votre désaffection du parlementarisme soit en contradiction avec les principes de l'Internationale. Tout comme nous, l'Internationale savait ce qu'il faut attendre des législateurs et des soi-disant socialistes qui prêchent la conquête des parlements. Si vous, travailleurs, estimez que les lois « ouvrières » vous sont néfastes et que, par conséquent, vous n'en devez point favoriser l'élaboration, n'hésitez pas à vous séparer de ceux qui les réclament. Outre que toute leur enflure intellectuelle est insuffisante pour les initier aux problèmes du travail, ce sont des ambitieux qui rêvent d'entrer au ministère et qui vous gouverneraient plus despotiquement encore que les Yves Guyot et les Dupuy. **F.P.**

Travailleuses... le film

CE FILM, on pourrait l'utiliser pour en faire un exercice d'arithmétique. Une ouvrière chinoise débutante fabrique 4 000 paires de chaussettes par jour. Un ouvrier chinois expérimenté fabrique 6 000 paires de chaussettes par jour. Un patron emploie 10 ouvrières et 2 ouvriers. Un consommateur occidental achète 4 paires de chaussettes pour 3 euros.

Si le patron vend toute sa production, combien gagne-t-il en un mois, sachant que le nombre de jours travaillés est de 25 par mois ?

Ce film, on pourrait l'utiliser pour combattre le mythe que la classe ouvrière a disparu et pour faire comprendre la mondialisation de l'industrie textile à ceux qui auraient des doutes.

Des vallées vosgiennes aux villages burkinabés ou maliens, des ateliers roumains aux usines chinoises, on constate partout la même exploitation éhontée : pas de pause pour le repas (l'ouvrière chinoise pose son bol sur la machine, l'ouvrière vosgienne

mange en marchant), toutes font à longueur de journée des gestes identiques et répétitifs, toutes subissent le bruit des machines à s'en faire péter les tympan.

Mais surtout allez voir ce film pour écouter ces femmes qui racontent qu'elles n'ont guère eu d'autres choix que l'usine, qui évoquent le stress des cadences infernales, qui ont compris que leur indépendance financière passe par la case du salariat, qui rêvent d'un autre emploi, comme être prof de sport ou d'anglais ou ouvrir un commerce de vêtements... Allez voir ce film pour encourager le collectif Images en transit, six artistes qui l'ont réalisé ensemble, en interrogeant des femmes travaillant dans le textile dans cinq pays, la France, la Chine, le Mali, le Burkina-Faso et la Roumanie : *Quel travail faites-vous ? Pourquoi ce travail, pourquoi travailler ? Comment voyez-vous l'avenir ?*

Élisabeth Claude

Groupe Pierre-Besnard de la FA
Émission « Femmes libres » sur Radio libertaire



Un site est dédié au film (www.travailleuses-lefilm.com/fr). *Travailleuses* passe à partir du 12 novembre au cinéma espace Saint-Michel à Paris (7, boulevard Saint-Michel 75 005) et partout ailleurs si vous contactez la société qui le distribue : www.hevadis.com.

Autogestion pédagogique et éducation populaire

C'EST UN VIEUX DÉBAT. Faut-il changer la société pour changer l'école ou changer l'école pour changer la société ?

Les anarchistes pensent depuis toujours qu'il faut à la fois changer la société pour changer l'école et changer l'école pour changer la société. La Ruche de Sébastien Faure comme, plus récemment, la république éducative libertaire Bonaventure sont d'une limpidité « biblique » à ce propos.

En ces temps de confusionnisme politique misérabiliste et d'individualisme à la mode socialo-libérale, ce livre d'Hugues Lenoir est donc particulièrement bienvenu.

Que nous dit-il, en effet ?

Que l'autogestion pédagogique est une pratique nécessaire pour tout enseignant ou éducateur se réclamant de l'idéal libertaire, mais que cette nécessité ne prend sens qu'en s'inscrivant dans un processus et un mouvement d'éducation populaire.

Mais c'est quoi l'autogestion pédagogique et c'est quoi un processus et un mouvement d'éducation populaire ?

La réponse est dans ce livre qui devrait interpeller aussi bien les pédagogues seulement préoccupés d'autogestion dans leur classe ou à l'école, que les révolutionnaires qui se contentent d'une posture insurrectionnaliste sans perspective sociale autre que le mythe du « Grand soir » et ses cohortes de « petits matins blêmes ».

Lors de la plus grande révolution sociale de l'histoire humaine (la révolution espagnole de 1936-1939) les libertaires avaient, au préalable, créé des centaines d'écoles rationalistes. Et pendant la révolution, malgré la guerre, ils ont continué.

Très sérieusement, c'est un super bouquin.

Jean-Marc Raynaud

Cofondateur de l'école libertaire Bonaventure



Hugues Lenoir, *Autogestion pédagogique et éducation populaire*, Éditions libertaires, 2014, 96 pages, 15 euros. Ce livre est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Le 29 & 30 novembre
de 10h à 19h

à Nîmes

Lycée Dhuoda
17, rue Dhuoda

H O R I Z O N S

FÉRIA DU LIVRE
DE LA CRITIQUE SOCIALE
ET DES ÉMANCIPATIONS

Des éditeurs indépendants, des auteurs, des rencontres

feria-du-livre@laposte.net - Coopelid sur  — horizonscritiques.blogspot.fr

Chers lecteurs
et chères lectrices,

Le Monde libertaire hebdomadaire prend deux semaines de pause et laisse la place à son nouveau numéro hors série, intitulé « Un monde à vendre ». Les abonnés le recevront dans leur boîte aux lettres; pour les autres, vous pourrez le trouver dans tous les bons kiosques à journaux, ainsi que dans tous les bons lieux de vente alternatifs et militants.

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction
du *Monde libertaire*



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jeudi 13 novembre

Paris XI^e

19 heures. Dans le cadre de la sortie de la biographie *Panaït Istrati, un chardon déraciné* et d'une nouvelle édition de *Présentation des Haïdoucs* aux éditions L'Échappée, Carmen Oszi, postfacière de *Présentation des Haïdoucs*, et Jacques Baujard, des éditions L'Échappée, viendront présenter l'oeuvre de l'écrivain roumain. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Vendredi 14 novembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia pour l'ouvrage *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Textuel et Arte). De la Russie au Japon en passant par l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Argentine, Israël ou l'Égypte et bien d'autres pays encore, Gaetano Manfredonia présente ici une fresque de l'anarchie en une centaine de séquences, de 1789 à nos jours.

Samedi 15 novembre

Arcueil (94)

15 heures à 18 heures. Table ronde des auteurs libertaires sur le thème de: L'Actualité de la pensée libertaire. Médiathèque d'Arcueil, 1, rue Louis-Frébault. RER B, Laplace. Tél : 0149085171. Mail: mediatheque@mairie-arcueil.fr

Dimanche 16 novembre

Paris V^e

13h30 à 17h30. La librairie du *Monde libertaire* vous invite au centre culturel La Clef pour un après-midi d'information et de rencontre sur le Kurdistan et Cuba. Le mouvement libertaire aujourd'hui à Cuba. Projection d'un film et débat avec Daniel Pinos. Une révolution sociale au Kurdistan? Débat avec un camarade libertaire. Buffet latino permanent (réalisé par l'émission Tribuna

latino americana de Radio libertaire) en soutien à la librairie du *Monde libertaire*. Librairie sur place. Entrée libre. Centre culturel La Clef, 21, rue de La Clef. Métro Censier-Daubenton.

Les 17 et 18 novembre

Paris XX^e

20 heures. Serge Utgé-Royo invite des artistes à le rejoindre. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières.

Mercredi 19 novembre

Paris XX^e

20 heures. Représentation de la mise en espace de La Nueve. Jouée par des membres de l'association 24-août-1944. Au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières -

Vendredi 21 novembre

Merlieux (02)

20 heures. Rencontre-débat avec l'historien Gaetano Manfredonia pour son livre *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Arte, Textuel, 2014). Une véritable fresque de l'anarchie à travers le monde et le temps présentant l'historique de ce mouvement libertaire, mais aussi son actualité et la pertinence des idées anarchistes. Cet ouvrage étant la 1000^e acquisition de la Bibliothèque sociale, le groupe Kropotkine compte fêter ça dignement. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

Les 22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478610225 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryphe. salonzedlib@lagryffe.net

L'ARMEE RECRUTE...



...ELLE TE TEND LA MAIN.

FEDERATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT -75011 PARIS



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA



La librairie du Monde libertaire vous invite au centre culturel La Clef

APRÈS-MIDI D'INFORMATION ET DE RENCONTRE SUR LE KURDISTAN ET CUBA

| Le mouvement libertaire aujourd'hui à Cuba

Projection d'un film et débat avec Daniel Pinós des Groupes d'appui aux libertaires
et aux syndicalistes indépendants de Cuba

| Une révolution sociale au Kurdistan ?

Débat avec un camarade libertaire

LIBRAIRIE *libertaire*
LIBRAIRIE
PUBLICO ÉVÉNEMENTS

DIMANCHE 16 NOVEMBRE

13H 30 À 17H 30

CENTRE CULTUREL LA CLEF
21, RUE DE LA CLEF. PARIS 5^e
MÉTRO CENSIER DAUBENTON

BUFFET LATINO PERMANENT

(réalisé par l'émission
Tribuna latino americana
de Radio libertaire)
en soutien à la librairie
du Monde libertaire

LIBRAIRIE SUR PLACE

ENTRÉE LIBRE